

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2024-DRCL-05-0199

portant modification des prescriptions encadrant l'exploitation des installations de traitement de déchets non dangereux fermentescibles – site de VALOHE - exploitée par le SICTOM Pézenas-Agde sur la commune de Montblanc

Le préfet de l'Hérault

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles R.181-46 et R.515-70 ;
- VU** l'ordonnance n°2012-7 du 5 janvier 2012 qui transpose en droit français la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- VU** la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive « IED » ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-I-2546 du 18 août 2010 autorisant la SARL BIOMETHANISATION PRES DES OLIVIERS à exploiter des installations de traitement non dangereux fermentescibles sur la commune de Montblanc ;
- VU** l'arrêté préfectoral de changement d'exploitant n°2017-I-732 du 19 juin 2017 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-I-980 du 1er août 2019 ;
- VU** le dossier de réexamen de l'exploitant transmis par courrier du 23 novembre 2020 complété en avril 2021 ;
- VU** le rapport du 29 septembre 2023 de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courriel du 2 avril 2024 ;
- VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 10 avril 2024 ;

CONSIDÉRANT que la publication du 17 août 2018 de la mise à jour sur les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) « Traitement des déchets » (WT) conduit au réexamen des conditions d'exploitation de l'installation ;

CONSIDÉRANT que le dossier de réexamen présenté par l'exploitant a étudié la conformité de l'installation aux MTD du BREF WT et a présenté les modifications envisagées pour atteindre les performances attendues ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des modifications présentées, sur la base du rapport d'analyse de l'inspection des installations classées, nécessite une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a précisé par courriel du 10 avril 2024 que :

- le condensat issu du traitement de l'air présente un intérêt agronomique il est donc restitué à la terre via un plan d'épandage ;
- les lixiviats (jus de déchets) issues des ordures ménagères sont éliminés par incinération ;
- les eaux pluviales et voiries sont collectées dans notre bassin 900m3 avant rejet en milieu naturel ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de l'Hérault ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. OBJET DE L'ARRÊTÉ

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2010-I-2546 du 18 août 2010 autorisant et réglementant des installations de traitement de déchets non dangereux fermentescibles exploitées par le SICTOM Pézenas-Agde sur la commune de Montblanc sont modifiées et complétées par le présent arrêté.

ARTICLE 2. NOTIFICATION DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 17 DÉCEMBRE 2019

L'exploitant est tenu de respecter l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, notamment :

Prescriptions applicables	
X	Annexe 1 – Définitions généralités
X	Annexe 2 – Meilleures techniques disponibles relatives au management environnemental et à la surveillance applicable aux installations de traitement des déchets
X	Annexe 3 - Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement des déchets,
X	Annexe 3.1 - Meilleures techniques disponibles applicables à toutes les installations
	Annexe 3.2 - Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement mécanique
	I. Techniques spécifiques aux broyeurs
	II. Techniques spécifiques au traitement de DEEE contenant des HFC ou HCV
	III. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets
X	Annexe 3.3 - Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement biologique
X	I. Sélection des déchets entrants
X	II. Limitation de la production d'eaux usées
X	III. Limitation des émissions atmosphériques canalisées
X	IV. Techniques spécifiques
X	V. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique

	gique de déchets
	Annexe 3.4 - Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement physico-chimiques
	I. Surveillance des émissions diffuses de composés organiques qui résultent de la régénération des solvants usés, de la décontamination des équipements contenant des polluants organiques persistants (POP) au moyen de solvants et du traitement physico-chimique des solvants en vue d'exploiter la valeur calorifique
	II. MTD applicables aux installations de traitement physico-chimique de déchets solides ou pâteux
	III. MTD applicables aux installations de reraffinage des huiles usagées
	IV. MTD applicables aux installations de traitement physico-chimique des déchets à valeur calorifique
	V. MTD applicables aux installations de régénération des solvants usagés
	VI. MTD applicables aux installations de traitement thermique de charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées
	VII. MTD applicables aux installations de lavage à l'eau des terres excavées polluées
	VIII. MTD applicables aux installations de décontamination des équipements contenant des polychlorobiphényles (PCB)
	IX. Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physico-chimiques de déchets
	Annexe 3.5 - Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement de déchets liquides aqueux
	I. Sélection des déchets entrants
	II. Collecte des émissions
	III. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement de déchets liquides aqueux

ARTICLE 3. REJETS AIR- VALEURS ET CONDITIONS DE REJETS LIMITES

Le paragraphe « rejets canalisés de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°2010-I-2546 du 18 août 2010 est complété à compter du 17 août 2022 par :

« Article 3.2.4 - Biofiltre

Les valeurs suivantes doivent être respectées :

Émissaire	Valeurs limites maximales en poussière (mg/Nm³)	Valeurs limites maximales en COV totaux (mg/Nm³)	Valeurs limites maximales en H₂S (mg/Nm³)
Ligne de traitement (biofiltre)	5	40	50

»

ARTICLE 4. ODEURS

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2010-I-2546 du 18 août 2010 est remplacé à compter du 17 août 2022 par :

« La concentration d'odeur imputable aux installations au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées du site ne doit pas dépasser la limite de 5 uoe/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements dont une défaillance peut être à l'origine de l'émission de composés odorants. Ces équipements sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.

Pour le moins, pour répondre à cet objectif, les valeurs suivantes doivent être respectées :

Émissaire	Concentration d'odeurs maximale (UOE/Nm ³)	Débit d'odeur maximal (UOE/h)
Ligne de traitement (biofiltre)	500	193.10 ⁶

»

ARTICLE 5. REJETS AIR- SURVEILLANCE À L'EMISSION

L'article 3.3 de l'arrêté préfectoral n°2010-I-2546 du 18 août 2010 est complété par :

« Article 3.3.3 – Biofiltre

A compter du 17 août 2022, les dispositions complémentaires suivantes s'appliquent :

L'exploitant procède périodiquement à des analyses selon les fréquences et paramètres suivants :

Émissaire	surveillance
Ligne de traitement (biofiltre)	Tous les six mois pour les paramètres concentrations d'odeurs, COV totaux, poussières et H ₂ S

»

ARTICLE 6. REJETS EAU - VALEURS LIMITES - FRÉQUENCE

L'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2010-I-2546 du 18 août 2010 est complété par :

« Le traitement dans une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle n'est envisageable que dans le cas où celle-ci est apte à traiter les lixiviats dans de bonnes conditions et sans nuire à la qualité des boues d'épuration. Les conditions nécessaires de gestion et de suivi sont fixées dans le cadre de la convention obligatoirement passée entre l'exploitant et le gestionnaire de la station d'épuration. Les lixiviats doivent respecter les caractéristiques fixées avant transfert vers la station. »

L'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral n°2010-I-2546 du 18 août 2010 est complété par :

« À compter du 17 août 2022, les dispositions complémentaires suivantes s'appliquent :

Les rejets d'eaux industrielles, hors rejets éliminés en tant que déchets et hors condensats issus de l'unité de traitement de l'air du bâtiment, doivent respecter les valeurs limites ainsi que les fréquences de surveillance suivantes avant rejet dans une station d'épuration :

Substance/paramètre	Fréquence minimale de la surveillance	Norme applicable	valeurs limites
pH	Une fois par mois sinon avant chaque rejet	NFT 90 008	5,5 – 8,5
Température			30°C
Matières en suspension (MEST)		NFT 90 105	60 mg/l
DCO		NFT 90 101	180 mg/l

Substance/paramètre		Fréquence minimale de la surveillance	Norme applicable	valeurs limites
DBO5			NFT 90 103	800 mg/l
Azote total exprimé en N				25 mg/l
Phosphore total, exprimé en P			NFT 90 023	2 mg/l
hydrocarbures totaux			NFT 90 114	10 mg/l
Métaux :	As		Plusieurs normes EN: EN ISO 11885, EN ISO 17294-2 ou EN ISO 15586	0,05 mg/l
	Cd			0,05 mg/l
	Cr			0,15 mg/l
	Cu			0,5mg/l
	Ni			0,5 mg/l
	Pb			0,1mg/l
	Zn			0,8 mg/l
	Hg			Plusieurs normes EN: EN ISO 17852, EN ISO 12846

»

ARTICLE 7. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 8. MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de Montblanc et pourra y être consultée ;
- une copie de cet arrêté est affichée pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie ;
- la même copie est affichée en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 9. EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Montblanc, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à l'exploitant.

Montpellier, le
Le préfet,

17 MAI 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Frédéric POISOT

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr